

# Congrès des maires : inquiétudes...

**Le compte  
n'y est pas  
sur de  
nombreux  
dossiers.**

Fin novembre, j'ai représenté Cébazat au congrès de l'Association des maires de France (AMF). C'est l'occasion de débattre de nos problèmes et de prendre le pouls sur les réformes en cours.

Cette année, le congrès faisait suite au renouvellement des conseils municipaux. Avec la présence du Premier ministre en ouverture, d'une douzaine de ministres et de secrétaires d'État aux tables rondes et du président de la République en clôture, le gouvernement a bien mesuré l'enjeu de cette réunion regroupant plus de 4 500 maires, de la plus petite commune à la plus grande, toutes tendances politiques confondues.

Souvent à la peine, les applaudissements se sont faits rares pour les ministres. Si tous ont vanté le rôle essentiel des maires et le rôle fondamental des communes comme creuset de la démocratie, tous ont eu du mal à nous convaincre quand il a fallu parler de nouvelles compétences et de moyens en baisse.

Pour 2009, en résumé, le compte n'y sera pas sur de nombreux dossiers. Si nous avons été écoutés, nous n'avons pas été entendus.

Le président de l'AMF, Jacques Pelissard, député-maire UMP de Lons-le-Saulnier, a bien résumé la situation : *"Parce que notre engagement est d'abord un engagement au service des populations de nos communes, nous sommes prêts à répondre présent, pour peu que l'État nous en donne les moyens à travers un partenariat confiant et constructif."*

Personne ne nie la crise. Cette crise va avoir des conséquences graves en 2009 sur nos budgets.

Nous sommes arrivés au terme du processus, le supplice du garrot est enclenché, l'étouffement à petit feu a commencé. L'objectif est clair, les communes vont prélever l'impôt en lieu et place de l'État. Cela n'est pas acceptable car le rôle premier de l'État, c'est bien la redistribution et la péréquation entre collectivités riches et pauvres. Alors que tous les maires, gauche et droite confondues, partagent l'analyse, comment expliquer ces dérives suicidaires ?

Quant à la réforme des collectivités, le gouvernement et le Parlement feraient bien d'interroger les assemblées d'élus, communes, Départements et Régions, afin d'éviter de reproduire les erreurs de la décentralisation "tome 2".

En ce qui me concerne, je pense que la commune et le département doivent rester au cœur de notre organisation territoriale car proches de nos concitoyens. L'intercommunalité mérite une redéfinition du contour de ses compétences et la région une extension de son territoire.

En cette fin d'année, en votre nom, j'essaierai, avec l'ensemble des élus, d'apporter à nos concitoyens les plus fragiles et frappés par les aléas de la vie (maladie, solitude...) un peu de réconfort et ce, dans le respect de la dignité de chacun.

Je vous souhaite de bonnes fêtes de Noël et de nouvel an.

## Bernard Auby

Maire de Cébazat

Conseiller général

